



37 Rue René Cassin  
BEZANNES  
CS 30009  
51726 REIMS CEDEX

## **ASSOCIATION DE SAUVEGARDE ET D'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE DE LA MARNE**

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

## ASSOCIATION DE SAUVEGARDE ET D'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE DE LA MARNE

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

SIREN N°780 429 544 51

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de l'ASSOCIATION DE SAUVEGARDE ET D'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE DE LA MARNE,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DE SAUVEGARDE ET D'ACTION EDUCATIVE ET SOCIALE DE LA MARNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Bezannes, date de la signature numérique

DocuSigned by:  
  
7AE525FC503F4D2...

Vincent Schrepel

Associé



A C T I F		Arrêté au 31/12/2023		31/12/2022
		Durée 12 mois		12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement	75 903,00	-75 903,00		
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	35 855,52	-35 219,48	636,04	9 653,20
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains	1 711 558,55		1 711 558,55	1 711 558,55
Constructions	7 154 495,26	-3 162 654,01	3 991 841,25	4 123 997,20
Installations techniques matériel et outillage	836 757,06	-632 504,17	204 252,89	237 914,80
Autres immobilisations corporelles	2 967 151,08	-2 170 501,36	796 649,72	788 699,89
Immobilisations corporelles en cours	5 296 895,91		5 296 895,91	1 022 114,81
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Autres titres Immobilisés	30,00		30,00	30,00
Autres	11 315,22		11 315,22	12 549,22
TOTAL I		18 089 961,60	-6 076 782,02	12 013 179,58
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL II				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Stocks et en cours	5 963,37		5 963,37	6 416,23
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes	6 180,00		6 180,00	2 169,73
Créances				
Créances redevables usagers et comptes rattachés	1 528 886,19		1 528 886,19	931 646,39
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	83 450,96	-17 880,00	65 570,96	41 271,13
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités	4 469 707,48		4 469 707,48	3 915 015,91
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance	35 748,67		35 748,67	36 452,17
TOTAL III		6 129 936,67	-17 880,00	6 112 056,67
Frais d'émission des emprunts				
Frais d'émission des emprunts				
TOTAL IV				
Prime de remboursement des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
TOTAL V				
Ecart de conversion Actif				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL GENERAL		24 219 898,27	-6 094 662,02	18 125 236,25

## P A S S I F

Arrêté au 31/12/2023

31/12/2022

Durée 12 mois

12 mois

## Fonds propres

## Fonds propres sans droit de reprise

Fonds propres statutaires

275 762,86

275 762,86

## Fonds propres avec droit de reprise

## Ecart de réévaluation

## Réserves

Réserves statutaires ou contractuelles

208 406,05

208 406,05

Autres réserves

590 188,82

424 507,31

## Report à nouveau

Report à nouveau

973 574,10

861 215,36

dont report à nouveaux des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée

## Excédent ou déficit de l'exercice

Excédent ou déficit de l'exercice

1 099,87

278 040,25

dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales &amp; médico-sociales

## Situation nette (sous-total)

Situation nette (sous-total)

2 049 031,70

2 047 931,83

## Fonds propres consommables

## Subventions d'investissement

Subventions d'investissement

198 201,83

120 974,35

## Provisions réglementées

TOTAL I

2 247 233,53

2 168 906,18

## Fonds reportés et dédiés

## Fonds reportés liés aux legs et donation

Fonds reportés liés aux legs et donation

## Fonds dédiés

Fonds dédiés

4 079 384,11

3 624 675,19

TOTAL II

4 079 384,11

3 624 675,19

## Comptes de Liaison

Comptes de Liaison

TOTAL III

## Provisions

Provisions pour risques

117 020,75

103 485,23

TOTAL IV

117 020,75

103 485,23

## Dettes

## Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associati

## Emprunts et dettes auprès des établissements de cré

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédi

8 474 869,68

4 144 744,53

## Emprunts et dettes financières diverses

Emprunts et dettes financières diverses

2 570,26

1 238,88

## Avances et acomptes sur commandes

Avances et acomptes sur commande

## Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

438 118,93

384 524,93

## Dettes des legs ou donations

Dettes des legs ou donations

## Dettes fiscales et sociales

Dettes fiscales et sociales

2 016 122,11

1 907 586,98

## Dettes sur immobilisations, comptes rattachés

Dettes sur immobilisations, comptes rattachés

628 928,37

493 982,71

## Autres dettes (d'exploitation)

Autres dettes (d'exploitation)

1 442,39

3 333,87

## Instruments de trésorerie

Instruments de trésorerie

## Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance

119 546,12

7 010,73

TOTAL V

11 681 597,86

6 942 422,63

## Ecart de conversion Passif

Ecart de conversion Passif

TOTAL VI

TOTAL GENERAL

18 125 236,25

12 839 489,23



# Compte de résultat

## La Sauvegarde de la Marne

Arrêté au :

31/12/2023

31/12/2022

Variation

	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Produit d'exploitation</b>						
Cotisations	245,00	0,00	240,00	0,00	5,00	2,08
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	15 829,34	0,09	31 428,66	0,19	-15 599,32	-49,63
-dont parrainages						
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>15 829,34</b>	<b>0,09</b>	<b>31 428,66</b>	<b>0,19</b>	<b>-15 599,32</b>	<b>-49,63</b>
Concours publics et subvt° exploitation	18 242 530,62	100,00	16 897 138,29	100,00	1 345 392,33	7,96
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable						
. Dons manuels	50,00	0,00			50,00	
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>50,00</b>	<b>0,00</b>			<b>50,00</b>	
Contributions financières						
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>18 242 580,62</b>	<b>100,00</b>	<b>16 897 138,29</b>	<b>100,00</b>	<b>1 345 442,33</b>	<b>7,96</b>
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	26 907,05	0,15	23 969,02	0,14	2 938,03	12,26
Utilisations des fonds dédiés	342 894,04	1,88	303 946,33	1,80	38 947,71	12,81
Autres produits	237 717,75	1,30	137 947,37	0,82	99 770,38	72,32
<b>PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I</b>	<b>18 866 173,80</b>	<b>103,42</b>	<b>17 394 669,67</b>	<b>102,94</b>	<b>1 471 504,13</b>	<b>8,46</b>
<b>Charges d'exploitation</b>						
Achats de marchandises						
Variation de stocks	-452,86	0,00	-1 365,57	-0,01	912,71	-66,84
Autres achats et charges externes	3 757 151,28	20,60	3 138 735,23	18,58	618 416,05	19,70
Impôts, taxes et versements assimilés	1 196 150,26	6,56	1 112 293,73	6,58	83 856,53	7,54
Salaires et traitements	8 604 401,08	47,17	8 012 864,27	47,42	591 536,81	7,38
Charges sociales	3 592 596,22	19,69	3 342 611,97	19,78	249 984,25	7,48
Dotations aux amortissements	835 078,15	4,58	785 802,76	4,65	49 275,39	6,27
Autres charges	72 595,95	0,40	69 634,29	0,41	2 961,66	4,25
Dotations aux provisions	40 442,57	0,22	74 503,85	0,44	-34 061,28	-45,72
Report en fonds dédiés	797 602,96	4,37	598 189,14	3,54	199 413,82	33,34
Aides financières						
<b>CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II</b>	<b>18 895 565,61</b>	<b>103,58</b>	<b>17 133 269,67</b>	<b>101,40</b>	<b>1 762 295,94</b>	<b>10,29</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-29 391,81</b>	<b>-0,16</b>	<b>261 400,00</b>	<b>1,55</b>	<b>-290 791,81</b>	<b>-111,24</b>
<b>Produits financiers</b>						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés	60 345,14	0,33	3 797,27	0,02	56 547,87	1 489,17
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
<b>PRODUITS FINANCIERS TOTAL III</b>	<b>60 345,14</b>	<b>0,33</b>	<b>3 797,27</b>	<b>0,02</b>	<b>56 547,87</b>	<b>1 489,17</b>
<b>Charges financières</b>						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	40 814,03	0,22	17 137,35	0,10	23 676,68	138,16
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
<b>CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV</b>	<b>40 814,03</b>	<b>0,22</b>	<b>17 137,35</b>	<b>0,10</b>	<b>23 676,68</b>	<b>138,16</b>
<b>RESULTATS FINANCIERS</b>	<b>19 531,11</b>	<b>0,11</b>	<b>-13 340,08</b>	<b>-0,08</b>	<b>32 871,19</b>	<b>-246,41</b>
<b>RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS</b>	<b>-9 860,70</b>	<b>-0,05</b>	<b>248 059,92</b>	<b>1,47</b>	<b>-257 920,62</b>	<b>-103,98</b>
<b>Produits exceptionnels</b>						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital	26 771,43	0,15	47 178,29	0,28	-20 406,86	-43,25
Reprises/provisions et transfert de char						
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V</b>	<b>26 771,43</b>	<b>0,15</b>	<b>47 178,29</b>	<b>0,28</b>	<b>-20 406,86</b>	<b>-43,25</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>						
Sur opération de gestion	1 390,25	0,01	565,00	0,00	825,25	146,06
Sur opération en capital			15 796,50	0,09	-15 796,50	-100,00
Dotation aux amortissements et aux prov.	523,61	0,00	197,46	0,00	326,15	165,17
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI</b>	<b>1 913,86</b>	<b>0,01</b>	<b>16 558,96</b>	<b>0,10</b>	<b>-14 645,10</b>	<b>-88,44</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>24 857,57</b>	<b>0,14</b>	<b>30 619,33</b>	<b>0,18</b>	<b>-5 761,76</b>	<b>-18,82</b>
<b>PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII</b>						
Participation des salariés						
Impôts sur les bénéfices	13 897,00	0,08	639,00	0,00	13 258,00	2 074,80

# Compte de résultat

## La Sauvegarde de la Marne

	Arrêté au : 31/12/2023		31/12/2022		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
TOTAL VIII	13 897,00	0,08	639,00	0,00	13 258,00	2 074,80
PRODUITS	18 953 290,37	103,90	17 445 645,23	103,25	1 507 645,14	8,64
CHARGES	18 952 190,50	103,89	17 167 604,98	101,60	1 784 585,52	10,40
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	1 099,87	0,01	278 040,25	1,65	-276 940,38	-99,60

13E4



# Compte de résultat

La Sauvegarde de la Marne

Arrêté au :		31/12/2023		31/12/2022		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE							
Contributions Produits							
Dons en nature							
Prestation en nature		33 949,11	0,19			33 949,11	
Bénévolat		15 830,00	0,09	11 025,00	0,07	4 805,00	43,58
CONTRIBUTIONS PRODUITS		49 779,11	0,27	11 025,00	0,07	38 754,11	351,51
Contributions Charges							
Secours en nature							
Mises à disposition gratuite de biens et services		33 949,11	0,19			33 949,11	
Prestations en nature							
Personnel bénévole		15 830,00	0,09	11 025,00	0,07	4 805,00	43,58
CONTRIBUTIONS CHARGES		49 779,11	0,27	11 025,00	0,07	38 754,11	351,51

13E4



**Association La Sauvegarde de la Marne**

**Annexe aux comptes annuels  
de l'exercice clos le  
31 décembre 2023**

**Montants exprimés en Euros**

## **Table des matières**

1	Objet social	1
2	Faits marquants	2
2.1	Événements principaux de l'exercice	2
2.1.1	Travaux CEF Sainte Ménéhould	2
2.1.2	Travaux Restaurant Pédagogique	2
2.1.3	Reconnaissance d'intérêt général	2
2.1.4	Ouverture de la MECS 3-6 ans	2
2.2	Evénements postérieurs à la clôture	2
2.2.1	Construction MECS adolescents	2
2.2.2	Souscription d'un emprunt complémentaire Banque Postale	3
2.3	Principes, règles et méthodes comptables	3
2.3.1	Présentation des comptes	3
2.3.2	Méthode générale	3
2.3.3	Changement de méthode comptable	3
3	Informations relatives au bilan	4
3.1	Actif	4
3.1.1	Tableau des immobilisations	4
3.1.2	Tableau des amortissements	4
3.1.3	Immobilisations incorporelles	4
3.1.4	Immobilisations corporelles	5
3.1.5	Immobilisations en cours	6
3.1.6	Immobilisations financières	6
3.1.7	Stocks	6
3.1.8	Créances	6
3.1.9	Produits à recevoir	7
3.1.10	Charges constatées d'avance	7
3.2	Passif	8
3.2.1	Fonds propres	8
3.2.2	Subvention investissement	8
3.2.3	Fonds dédiés – Tableaux de suivi – Subventions de fonctionnement affectées	9
3.2.4	Fonds dédiés sur concours publics – Tableaux de suivi	10
3.2.5	Provisions pour risques et charges	10
3.2.6	Autres dettes – Classement par échéance	11
3.2.7	Dettes financières – Classement par échéance (hors intérêts courus)	11
3.2.8	Fournisseurs et comptes rattachés	12
3.2.9	Charges à payer	12
3.2.10	Produits constatés d'avance	12



*Association La Sauvegarde de la Marne*  
*Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le*  
*31 décembre 2023*

4	Informations relatives au compte de résultat	13
4.1	Ventilations des produits d'exploitation	13
4.2	Ventilation des subventions en espèces	13
4.3	Ventilation de l'effectif moyen	15
4.4	Résultat exceptionnel	15
5	Engagements	16
5.1	Engagements financiers	16
5.2	Dettes garanties par des sûretés réelles	16
5.3	Engagement de retraite	16
6	Autres informations	17
6.1	Informations relatives à la rémunération des dirigeants	17
6.2	Informations concernant les contributions volontaires en nature	17

## **1 Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans l'article 2 des statuts :

L'Association met une assistance éducative à la disposition des enfants, des adolescents et des jeunes adultes qui, par suite de troubles dans leur vie familiale, ou en raison de leur comportement, rencontrent des difficultés particulières d'insertion dans la société. Elle se propose de les aider à y trouver leur place, et à y mener une vie heureuse et harmonieuse.

Dans cette perspective, elle apporte notamment son concours aux autorités judiciaires et administratives conformément aux dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles, du code civil, du code pénal. Elle remplit sa mission dans un souci permanent de prévention, de pédagogie et de prospective.

Dans toute la mesure du possible, elle associe les parents à l'action pédagogique menée en faveur de leurs enfants afin de conserver à la cellule familiale, les responsabilités fondamentales qui sont les siennes.

## **2 Faits marquants**

### **2.1 Événements principaux de l'exercice**

#### **2.1.1 Travaux CEF Sainte Ménéhould**

Les travaux de réhabilitation des espaces de vie collectifs et individuels réalisés au CEF de Sainte Ménéhould ainsi que la construction d'une maison d'accueil des familles, d'une salle de réunion et d'ateliers semi professionnels ont été achevés au cours du premier semestre 2022. Les locaux ont été inaugurés le 13 janvier 2023 en présence de Madame Béatrice Manière, Directrice interrégionale adjointe à la PJJ Grand Est.

#### **2.1.2 Travaux Restaurant Pédagogique**

Des travaux d'embellissement ont été réalisés au Restaurant Pédagogique au cours du premier trimestre 2023. Le mobilier de la salle de restauration a été remplacé à cette occasion.

#### **2.1.3 Reconnaissance d'intérêt général**

L'association a saisi en 2022 la Direction départementale des Finances publiques de la Marne d'une demande de rescrit relative à la reconnaissance d'intérêt général.

La réponse a été apportée le 17 mai 2023 : l'association est reconnue organisme d'intérêt général ce qui lui permet de bénéficier des dispositions des articles 200 et 238 bis du Code Général des Impôts.

#### **2.1.4 Ouverture de la MECS 3-6 ans**

Le Conseil Départemental de la Marne a souhaité étendre l'habilitation du CES de Bezannes pour accueillir des jeunes enfants de 3 à 6 ans. Pour ce faire, 2 maisons (une à Cormontreuil, l'autre à Tinquieux) ont été mises à la disposition dans le cadre d'un bail emphytéotique de 30 ans entre le Conseil Départemental et l'association. Chacune des maisons accueille 6 enfants. Les enfants ont été accueillis progressivement à partir de la mi-novembre 2023.

### **2.2 Événements postérieurs à la clôture**

#### **2.2.1 Construction MECS adolescents**

L'association a signé le 14/09/2021 avec Plurial Novilia, une promesse d'achat d'un terrain à Bétheny (18 Rue Edmond Béchambés) en vue d'y construire une Maison d'Enfants à Caractère Social de 38 places pour adolescents. Cette construction doit permettre de réunir les 2 foyers accueillant actuellement 30 adolescents.

Le permis d'aménager a été délivré le 21 juin 2021 par le maire de la commune de Bétheny.

L'association a déposé le permis de construire le 8 novembre 2021. Celui-ci a été modifié le 22 mars 2022 et a été accordé le 28 juillet 2022.



L'acte d'achat du terrain a été signé le 18 octobre 2022. Les travaux ont démarré le 19 octobre 2022, puis la pose de la première pierre a eu lieu le 9 décembre 2022 en présence de Monsieur Christian Bruyen, Président du Conseil Départemental de la Marne et de Monsieur Jacques Luchereilh, Sous-Préfet de Reims.

Les travaux se sont achevés le 11 juin 2024.

Les premiers adolescents se sont installés dans les locaux le 9 juillet 2024.

La maison pour adolescents doit être inaugurée le 13 septembre 2024.

## **2.2.2 Souscription d'un emprunt complémentaire Banque Postale**

Dans le cadre du projet de construction de la MECS Adolescents, l'association a souscrit le 17 janvier 2024 auprès de la Banque Postale, un emprunt complémentaire d' 1 700 000 € au taux de 4.32 % amorti sur 19 ans.

## **2.3 Principes, règles et méthodes comptables**

### **2.3.1 Présentation des comptes**

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

### **2.3.2 Méthode générale**

Les comptes annuels de notre association ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Code de l'action Sociale et des Familles, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC n°2018-06 et n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales, et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### **2.3.3 Changement de méthode comptable**

Néant – Pour mémoire, l'association a mis en œuvre en 2020 les règlements ANC n°2018-06 et n°2019-04. La méthode a été décrite dans l'annexe 2020.

### 3 Informations relatives au bilan

#### 3.1 Actif

##### 3.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	113 016 €		1 257 €	111 759 €
Immobilisations corporelles	13 141 518 €	5 102 070 €	276 731 €	17 966 857 €
Immobilisations financières	12 579 €	830 €	2 064 €	11 345 €
<b>TOTAL</b>	<b>13 267 113 €</b>	<b>5 102 900 €</b>	<b>280 052 €</b>	<b>18 089 961 €</b>

##### 3.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	103 362 €	9 017 €	1 257 €	111 122 €
Immobilisations corporelles	5 257 233 €	808 705 €	100 278 €	5 965 660 €
Immoilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>5 360 595 €</b>	<b>817 722 €</b>	<b>101 535 €</b>	<b>6 076 782 €</b>

##### 3.1.3 Immobilisations incorporelles

###### 3.1.3.1 Frais d'établissement

Ces frais comprennent les frais de première installation du Centre Educatif Fermé de Sainte Ménehould pour 42 103 €.

### 3.1.3.2 *Méthode d'amortissement*

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Frais d'établissement	Linéaire	5 ans
Frais d'évaluation externe	Linéaire	5 ans
Logiciels et progiciels	Linéaire	3 ans

### 3.1.4 Immobilisations corporelles

#### 3.1.4.1 *Mouvements principaux*

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont notamment représentés par :

- Aménagements des constructions : 298 901 €
- Divers matériels (éducatif, cuisine...) : 35 140 €
- Matériel de transport : 217 715 €
- Matériel de bureau et informatique : 21 127 €
- Mobilier : 77 954 €
- Immobilisations en cours : 4 451 234 €

Les principales diminutions sont :

- Logiciels : 1 257 €
- Aménagements des constructions : 3 002 €
- Divers matériels (éducatif, cuisine...) : 8 685 €
- Matériel de transport : 62 273 €
- Matériel de bureau et informatique : 2 617 €
- Mobilier : 23 702 €
- Immobilisations en cours : 176 453 €



### 3.1.4.2 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 85 ans
Agencements constructions	Linéaire	5 à 40 ans
Divers Matériels (éducatif, services généraux...)	Linéaire	3 à 25 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 7 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans

### 3.1.5 Immobilisations en cours

Les travaux de contrôle d'accès des portes du CEF d'Epernay ont démarré en 2022 et se sont achevés au 1<sup>er</sup> octobre 2023.

Les travaux de réfection de la toiture du CEF d'Epernay ont commencé en 2023 par la réalisation d'études et d'expertise. Les entreprises sont intervenues au 1<sup>er</sup> semestre 2024. La réception des travaux a eu lieu le 23 juillet 2024.

Les travaux de construction d'une nouvelle MECS à Bétheny ont commencé en 2022 ; les travaux se sont achevés le 11 juin 2024.

### 3.1.6 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeur
Cautions versées	11 315 €
Parts sociales	30 €

### 3.1.7 Stocks

Le stock de produits COVID a été valorisé au coût d'achat, selon la méthode du « premier entré-premier sorti ». Il s'élève à 5 963 €.

### 3.1.8 Créances

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

L'association détient une créance de 35 760 € d'un fournisseur. Suite à un email frauduleux, l'association a porté plainte. Une mesure d'expertise judiciaire a été ordonnée en référé le 27 février 2024.

Cette créance est dépréciée à 50 % compte tenu des risques de non recouvrement.

### **3.1.9 Produits à recevoir**

Les produits à recevoir correspondent principalement à :

- Des aides à l'emploi :	8 370 €
- Remboursement de prévoyance :	4 173 €
- Remboursement d'assurance :	1 735 €
- Subvention de fonctionnement :	10 323 €

### **3.1.10 Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 35 749 € et sont majoritairement constituées des abonnements à des revues, médecine du travail, maintenance informatique, salle de sport, frais de scolarité.

## 3.2 Passif

### 3.2.1 Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>275 763 €</b>			<b>275 763 €</b>
Valeur du patrimoine intégré				0 €
Fonds statutaires				0 €
Apports sans droit de reprise				0 €
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				0 €
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme <sup>(1)</sup>	0 €			0 €
Autres fonds propres	275 763 €			275 763 €
<b>Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise</b>				<b>0 €</b>
<b>Réserves</b>	<b>632 913 €</b>			<b>632 913 €</b>
Réserves indisponibles				0 €
Réserves statutaires ou contractuelles				0 €
Réserves réglementées	424 507 €	165 681 €		590 188 €
Autres réserves	208 406 €			208 406 €
<b>Report à nouveau</b>	<b>861 215 €</b>	<b>112 359 €</b>		<b>973 574 €</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>278 040 €</b>	<b>1 100 €</b>	<b>278 040 €</b>	<b>1 100 €</b>

### 3.2.2 Subvention investissement

Elles sont rapportées au résultat au fur et à mesure des dotations aux amortissements constatées sur les immobilisations financées.

Année	Financier	Objet	Montant brut	Amortissements antérieurs	Quote-part virée au résultat	Cumul des amortissements des subventions
2022 et 2023	PJJ GRAND EST	contrôle accès portes CEF Epernay	215 416 €	5 943 €	11 271 €	17 214 €
<b>TOTAL</b>			<b>215 416 €</b>	<b>5 943 €</b>	<b>11 271 €</b>	<b>17 214 €</b>



### 3.2.3 Fonds dédiés – Tableaux de suivi – Subventions de fonctionnement affectées

Situations  Actions	Fonds à dégager  au début de l'exercice (19) <b>A</b>	Utilisation en  cours d'exercice  (7894) <b>B</b>	Engagement à  réaliser sur  nouvelles  ressources  affectées (6894) <b>C</b>	Fonds restants à  engager en fin  d'exercice (19) <b>D=A-B+C</b>	Dont Fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Guidance Reims	12 535 €	12 535 €	14 200 €	14 200 €	
Cité éducative Croix Rouge	347 €	347 €	0 €		
Cité éducative Colbert /3 fontaines	30 000 €	30 000 €	38 452 €	38 452 €	
Guidance Vitry le François	388 €	388 €	7 125 €	7 125 €	
Guidance Chalons en Champagne	22 890 €	22 890 €	11 436 €	11 436 €	
Guidance Epernay	3 326 €	3 326 €	3 451 €	3 451 €	
AIR	972 €	972 €	51 772 €	51 772 €	
Prévention spécialisée Vitry le François	24 264 €	24 264 €			
Prévention spécialisée Pargny sur Saulx	0 €	0 €	24 €	24 €	
L'autre cet inconnu	2 335 €			2 335 €	2 335 €
Stages parentaux	7 457 €	7 457 €	1 520 €	1 520 €	
Restaurant pédagogique-Justice Prox	33 213 €	4 526 €		28 687 €	
Actions culturelles/séjours-Justice Prox	17 718 €	17 718 €			
MILDECA	0 €		2 270 €	2 270 €	
CLAS aide aux devoirs	1 857 €	1 857 €	1 451 €	1 451 €	
DRAC des livres à soi	5 000 €	5 000 €	3 739 €	3 739 €	
Promeneur du net	1 000 €	1 000 €	600 €	600 €	
Prévention violence radicales éducation aux médias	4 100 €	0 €	0 €	4 100 €	4 100 €
<b>TOTAL</b>	<b>167 402 €</b>	<b>132 280 €</b>	<b>136 040 €</b>	<b>171 162 €</b>	<b>6 435 €</b>

### 3.2.4 Fonds dédiés sur concours publics – Tableaux de suivi

Etablissement	Objet	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice	Dont Fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
CEF Ste Menehould	Travaux réhabilitation / construction	1 818 050 €	57 247 €	99 296 €	1 776 001 €	
CEF Ste Menehould	Abandon créances PGE	251 782 €		22 797 €	228 985 €	
MJIE	Travaux mise en conformité des locaux	233 000 €			233 000 €	233 000 €
MJIE	Convergence tarifaire	105 441 €			105 441 €	105 441 €
MJIE	Excédent 2013 affecté à l'investissement	29 736 €			29 736 €	29 736 €
MJIE	Surcouts liés à l'inflation	11 597 €	3 137 €		14 734 €	14 734 €
Réparations pénales	Travaux mise en conformité des locaux	100 000 €			100 000 €	100 000 €
Réparations pénales	Reprise de déficits	14 664 €			14 664 €	14 664 €
Réparations pénales	Convergence tarifaire	9 396 €			9 396 €	9 396 €
Réparations pénales	Surcouts liés à l'inflation	2 686 €	9 166 €		11 852 €	11 852 €
CEF Epernay	Equipement ouverture + travaux	880 921 €	523 819 €	88 521 €	1 316 219 €	
MECS Adolescents	Terrain Betheny (*)	0 €	68 195 €		68 195 €	
<b>TOTAL</b>		<b>3 457 273 €</b>	<b>661 564 €</b>	<b>210 614 €</b>	<b>3 908 223 €</b>	<b>518 823 €</b>

Ces fonds dédiés correspondent aux fonds alloués ou autorisés par les autorités de tarification des établissements ou services sociaux ou médico-sociaux, pour procéder à divers investissements nécessaires à l'exercice de leur activité.

Une dotation est comptabilisée lorsque les crédits correspondants ont été spécifiquement alloués au budget par le financeur ou, au-delà du budget, lorsque l'autorité de tarification a donné son autorisation expresse pour se faire.

(\*) Le terrain de Betheny a été financé par emprunt souscrit sur 20 ans. Or, le terrain est par nature non amortissable. Afin d'imputer l'achat de ce bien au budget de fonctionnement, une dotation en fonds dédiés correspondant à la différence entre le montant du capital des emprunts remboursés et la dotation aux amortissements de la construction a donc été comptabilisée. Au terme de l'emprunt, ce fonds dédiés fera l'objet d'une reprise totale qu'il conviendra d'affecter en réserve ou en subvention d'investissement.

### 3.2.5 Provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour retraite	73 486 €	40 442 €	26 907 €	87 021 €
Provisions pour charges				
Provisions pour litiges prud'homaux	30 000 €			30 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>103 486 €</b>	<b>40 442 €</b>	<b>26 907 €</b>	<b>117 021 €</b>

### **3.2.5.1 Provision pour départ en retraite**

La provision n'est pas calculée à partir d'algorithmes de probabilité, dans la mesure où le coût d'un départ en retraite est financé par les autorités de tarification au travers l'anticipation de la dépense dans le budget de fonctionnement.

Au cours de l'exercice, deux salariés sont partis en retraite et avaient fait l'objet d'une provision.

### **3.2.5.2 Provision pour litiges prud'homaux**

Une procédure prud'homale à l'encontre de la Sauvegarde, a été initiée en 2022 par une salariée qui avait précédemment adressé une prise d'acte de rupture de son contrat de travail le 28 octobre 2021. La partie adverse estime que cette rupture doit produire les effets d'un licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse. Elle estime de surcroît faire l'objet d'une discrimination syndicale. Elle réclame à ce titre 71 089 € de dommages et intérêts et indemnités diverses.

Le 28 novembre 2022, le Conseil des Prud'hommes a renvoyé l'audience au 27 mars 2023. Le jugement rendu le 29 juin 2023 a débouté la salariée de l'ensemble de ses demandes. Elle a décidé d'interjeter appel de cette décision le 3 août 2023. Le dossier a été plaidé le 27 mars 2024 à la cour d'Appel qui a rendu son jugement le 22 mai 2024.

La Cour n'a pas retenu le grief de discrimination syndicale mais a constaté que la prise d'acte de la rupture du contrat de travail produit les effets d'un licenciement nul. Pour cela, l'association a été condamnée à payer 37 703 € de dommages et intérêts et indemnités diverses mais elle envisage de se pourvoir en cassation.

La provision constituée à la clôture de l'exercice 2022 pour 30 000 € afin de couvrir les frais de procédures a été laissée en l'état à la clôture de l'exercice.

### **3.2.6 Autres dettes – Classement par échéance**

Toutes les dettes, autres que financières, sont d'échéance inférieure à un an.

### **3.2.7 Dettes financières – Classement par échéance (hors intérêts courus)**

Banques	Montant du prêt	Total restant dû	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Crédit Mutuel	270 000 €	156 962 €	17 884 €	55 177 €	83 901 €
Banque Postale CEF STEM	2 395 000 €	1 901 519 €	172 170 €	558 086 €	1 171 263 €
Banque Postale Pole Ado 1	2 180 000 €	2 111 806 €	102 847 €	312 582 €	1 696 377 €
Banque Postale Pole Ado 2	4 300 000 €	4 300 000 €	66 511 €	606 136 €	3 627 353 €
<b>Total</b>	<b>9 145 000 €</b>	<b>8 470 287 €</b>	<b>359 412 €</b>	<b>1 531 981 €</b>	<b>6 578 894 €</b>

### 3.2.8 Fournisseurs et comptes rattachés

	Montant fin d'exercice
Fournisseurs	346 753 €
Fournisseurs Factures non parvenues	91 366 €
Fournisseurs immobilisations	541 104 €
Fournisseurs immo Factures non parvenues	27 754 €
Fournisseurs Retenues de garantie	60 070 €

### 3.2.9 Charges à payer

	Montant fin d'exercice
Intérêts courus sur emprunts	2 260 €
Salaires à payer dont congés payés	711 254 €
Charges sociales à payer	427 902 €
Charges fiscales à payer	92 306 €
Autres charges à payer	800 €

### 3.2.10 Produits constatés d'avance

Les financements et subventions acquis à la clôture de l'exercice sont inscrits en produits. La part relative aux actions non encore achevées est portée en produits d'avance lorsque la convention précise son utilisation sur plusieurs exercices comptables.

Ils s'élèvent à :

- 115 000 € au 31/12/2023 et correspondent à la part de subvention CAF et Conseil Départemental 2024 pour le service de Guidance Familiale, les conventions de financement ayant été conclues pour une période de 2 ans (2023-2024).
- 4 546.12 € au 31/12/2023 concernant la convention de financement ayant été conclue pour une période de 2 ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 avec la Fondation Adrienne et Pierre SOMMER pour des séances de médiation canine.

## 4 Informations relatives au compte de résultat

### 4.1 Ventilations des produits d'exploitation

#### Tableau de répartition des produits d'exploitation

Subventions	748 835 €
Produits de la tarification	17 493 696 €
Ressources propres (cotisations, dons, prestations de service...)	253 842 €
Utilisation des fonds dédiés	342 894 €
Reprise de provisions	26 907 €
	<hr/>
<b>Total</b>	<b>18 866 174 €</b>

### 4.2 Ventilation des subventions en espèces

<u>Guidance Reims</u>	Conseil Départemental	45 000 €
	Communauté urbaine Grand Reims	10 000 €
	CAF	15 000 €
	CGET - DDCSPP	68 750 €
		<hr/>
		<b>138 750 €</b>
<u>Cité éducative Croix Rouge</u>	CGET - DDCSPP	44 000 €
<u>Cité éducative Colbert-3 Fontaines</u>	CGET - DDCSPP	33 750 €
<u>Guidance Chalons</u>	Conseil Départemental	15 000 €
	CGET - DDCSPP	27 000 €
	CAF	6 667 €
		<hr/>
		<b>48 667 €</b>
<u>Guidance Vitry</u>	Conseil Départemental	15 000 €
	Ville de Vitry	4 000 €
	CGET - DDCSPP	22 250 €
	CAF	4 166 €
		<hr/>
		<b>45 416 €</b>
<u>Guidance Epernay</u>	Conseil Départemental	15 000 €

*Association La Sauvegarde de la Marne*  
*Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le*  
*31 décembre 2023*

	CGET - DDCSPP	19 000 €
	Caisse des écoles Ville Epernay	7 250 €
	CAF	4 167 €
		<b>45 417 €</b>
<b><u>AIR</u></b>	Ville de chalons	10 000 €
	CGET - DDCSPP	40 800 €
		<b>50 800 €</b>
<b><u>PREVENTION VITRY</u></b>	Conseil Départemental	115 000 €
	Ville de Vitry	100 323 €
		<b>215 323 €</b>
<b><u>PREVENTION PARGNY</u></b>	Conseil Départemental	7 000 €
	Ville de Pargny sur Saulx	7 000 €
		<b>14 000 €</b>
<b><u>Restaurant pédagogique</u></b>	PJJ Grand Est - Justice proximité	35 000 €
<b><u>STAGES PARENTAUX</u></b>	PJJ Grand Est - Justice proximité	3 000 €
<b><u>Médiation canine</u></b>	Fondation Summer	954 €
<b><u>Médiation pénale</u></b>	PJJ Grand Est - Justice proximité	57 240 €
<b><u>CLAS (accompagnement à la scolarité)</u></b>	CAF	5 848 €
<b><u>Promeneurs du Net</u></b>	CAF	1 000 €
<b><u>Des livres à soi</u></b>	DRAC	5 000 €
<b><u>Prévention des conduites addictives</u></b>	MILDECA	2 270 €
<b><u>ART THERAPIE</u></b>	Ville d'Epernay	1 200 €
	CAF	1 200 €
		<b>2 400 €</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>748 835 €</b>



### 4.3 Ventilation de l'effectif moyen

Effectif moyen annuel 2023 CDI + CDD (hors CDD de remplacement)

Catégories	ETP 2023
Personnel de Direction	22,07
Personnel Administratif	18,73
Personnel Animation	162,98
Personnel des services généraux	35,07
Personnel Para-médical	8,13
<b>TOTAL</b>	<b>246,98</b>

### 4.4 Résultat exceptionnel

• Produits exceptionnels :	
- Produits de cession des éléments d'actifs :	15 500 €
- Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat :	11 271 €
	-----
<i>Total des produits exceptionnels</i>	<i>26 771 €</i>
• Charges exceptionnelles :	
- Dépenses réalisées avec carte essence volée par un jeune :	1 390 €
- Dotations aux amortissements exceptionnels sur mises au rebut :	524 €
	-----
<i>Total des charges exceptionnelles</i>	<i>1 914 €</i>
Le résultat exceptionnel s'élève donc à :	+ 24 857 €

## **5 Engagements**

### **5.1 Engagements financiers**

Intérêts sur emprunts restant à échoir au 31 décembre 2023 : 549 349 €

### **5.2 Dettes garanties par des suretés réelles**

Inscription de privilège de prêteur de deniers de premier rang sur l'immeuble du service de Milieu Ouvert d'Épernay à hauteur de 250 000 € en garantie de l'emprunt souscrit auprès du Crédit Mutuel Nord Europe.

Caution solidaire à 100% consentie par la commune de Sainte Ménehould en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Banque Postale pour 2 395 000 € dans le cadre du rachat du prêt initial souscrit auprès du Crédit Mutuel.

Caution solidaire à 50% consentie par la commune de Bétheny et à 50% consentie par le Conseil Départemental de la Marne pour les 2 emprunts souscrits auprès de la Banque Postale pour respectivement 2 180 000 € et 4 300 000 € dans le cadre du projet de construction de la MECS Adolescents.

### **5.3 Engagement de retraite**

La convention collective appliquée par l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière qui est fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

Le total des indemnités de fin de carrière à verser à terme est estimé à 720 151 € et a fait l'objet d'une provision partielle à hauteur de 87 021 € au 31/12/2023.

L'estimation a été réalisée selon les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,20%
- Revalorisation des salaires : 1%
- Taux de charges sociales : 42,47%
- Age de départ à la retraite : 64 ans

## **6 Autres informations**

### **6.1 Informations relatives à la rémunération des dirigeants**

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

La loi précitée ne précise pas la définition de la notion de « cadre dirigeant bénévole et salarié ». L'article 20 de la loi précitée fait référence à la notion de « cadre dirigeant ». Cette notion est différente de la notion de simple « dirigeant » puisqu'elle regroupe conformément aux dispositions de l'article L.3111-2 du code du travail : « Les cadres dirigeants ne sont pas soumis aux dispositions des titres II et III. Sont considérés comme ayant la qualité de cadre dirigeant les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans leur entreprise ou établissement. »

Au cas particulier de l'association, il est rappelé que les Administrateurs ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas d'avantage en nature.

L'association a considéré qu'elle n'avait qu'un cadre dirigeant (Directeur Général) au sens de ce texte. Il a été décidé de ne pas communiquer cette information qui reviendrait à indiquer une rémunération nominative.

### **6.2 Informations concernant les contributions volontaires en nature**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

L'association bénéficie du concours d'administrateurs bénévoles dont la participation a été estimée à 1 583 heures en 2023, soit 15 830 €.

L'association bénéficie de mise à disposition gratuite de locaux dans le cadre du fonctionnement de diverses actions à Vitry le François, valorisée pour un montant de 5 000 €.

L'association bénéficie de mise à disposition gratuite de locaux municipaux, d'un minibus et/ou de matériel dans le cadre du fonctionnement d'actions à Chalons en Champagne, valorisée pour un montant de 8 282 €.

Le Conseil Départemental de la Marne a mis à disposition de l'association, sous la forme d'un bail emphytéotique de 30 ans, deux maisons (une à Cormontreuil, l'autre à Tinquaux) pour l'extension de l'habilitation du CES de Bezannes (accueil des 3-6 ans). La valeur locative a été estimée à 62 000 € par an, soit 20 667 € à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023.

L'association bénéficie également de mise à disposition de 4 professeurs des écoles de la part de l'Education Nationale (2 CEF, 2 MECS Bezannes).